

Construire le « Bien public », La charpente de la République

Respectable Loge, Locarno 28, Orient de Paris, Région 13

Mots-clefs : République, Service public, Démocratie

Le retour du « Public »

La crise épidémique a montré l'importance de la robustesse des équipements et services publics.

Cela a des conséquences économiques (et budgétaires) bien sûr, mais, plus profondément, des conséquences sur la philosophie politique qui doit nous animer.

La notion de « public », qui est pourtant à la base de la construction de la « *res publica* », doit être remise au milieu de la société politique et sociale. Elle a été oubliée au profit de notions a priori plus rassembleuses, comme le « vivre ensemble », qui, comme une fraternité mal comprise, peut se cantonner à une sorte de « coudoisement festif », alors que, malheureusement, ce coudoisement peut quelquefois dégénérer en conflits sanglants lorsqu'il n'est pas accompagné par un effort vers ce qui rassemble.

Ce que nous, Maçons, appelons « le Centre de l'Union », et qui est une véritable symbolisation sociale et politique. Une « symbolisation » qui n'est bien sûr pas le « catéchisme » de l'Apprenti, mais cette réflexion profonde sur soi et ses relations aux autres et sa projection dans la société.

Il s'agit alors de transcender les intérêts personnels et communautaires pour faire société.

Sur la notion de « bien commun » et de « vivre ensemble ».

Dans ce contexte, la notion de « bien commun », souvent mise en avant pour la réflexion sociétale, est-elle la seule pertinente ? Nous sommes en « République », qui est une construction de la « chose publique ».

La notion de « bien commun » n'est-elle pas la simple prise en compte du constat de ce qui existe ? Elle ne conduit pas à des choix politiques. Le « commun » se pose comme préexistant au politique, qui est, lui, un « projet ».

D'une certaine manière, le concept de bien commun disqualifie le politique, c'est-à-dire l'idée de construction de la société qui est sous-tendue par la politique.

Et nous, en tant que Maçons, qui visons à « construire une société meilleure et plus éclairée » devons dépasser ce simple constat : tailler la pierre brute et bâtir l'édifice. C'est bien là où le symbolique rejoint le sociétal, et, incidemment rend vaine l'opposition entre les deux dans notre approche maçonnique.

De la même manière, on peut considérer la notion de « vivre ensemble » comme particulièrement ambiguë : le maître et son esclave « vivent ensemble ». Ce constat ne peut nous détourner de la volonté de construire un projet d'égalité !

C'est pourquoi, il paraît primordial d'abandonner ce vocabulaire pour employer le mot « public », qui entre tellement mieux en résonance avec la construction de la République. Les mots véhiculent des concepts, et ne sont pas neutres.

C'est ainsi que nous n'avons ni « hôpital commun », ni « école commune », mais bien un « hôpital public » et une « école publique ». Ce n'est pas seulement « une question de mots ».

Cette notion de « bien commun » relève de la philosophie politique et ne doit pas être confondue avec celle de « biens communs » au pluriel. Au pluriel c'est une notion économique, qui sert aussi à la politique environnementale et il n'est pas question de cela pour moi. Je m'attache au concept politique. Et, au demeurant, on peut tout à fait concevoir une « politique publique des biens communs », et c'est bien là une des bases de la politique environnementale.

La notion de « public », qui est à la base de la construction de la « *res publica* », la République, doit être remise au milieu de l'action politique et sociale.